

Emploi, chômage, population active en 2019 : accélération de l'emploi et amplification de la baisse du chômage

En 2019, le nombre de personnes en emploi augmente de 359 000 en France hors Mayotte, soit plus que l'année précédente et autant qu'en 2017. L'emploi salarié privé accélère (+267 000), avec un nombre d'intérimaires quasi stable. L'emploi rebondit modérément dans la fonction publique (+21 000). En comptant les intérimaires dans le secteur où ils travaillent, l'emploi salarié accélère nettement dans la construction (+48 000) et le tertiaire marchand (+221 000), alors qu'il continue de reculer légèrement dans l'industrie.

Au 4^e trimestre 2019, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 8,1 %. Avec 179 000 chômeurs de moins, la baisse atteint 0,6 point sur un an, plus importante qu'en 2018, mais plus faible qu'en 2017. Sur la même période, le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A baisse de 121 000. Alors que le chômage recule, le nombre de personnes appartenant au halo du chômage augmente de 82 000 sur un an pour atteindre 1,7 million en fin d'année.

Le taux d'activité des 15-64 ans est stable en 2019, en hausse de 0,2 point pour les femmes, mais en baisse de 0,2 point pour les hommes. Il continue de progresser sensiblement pour les seniors (+0,8 point pour les personnes de 50 à 64 ans), alors qu'il se replie pour les jeunes (-0,8 point pour les 15-24 ans).

**359 000 créations nettes d'emploi,
dont 267 000 emplois salariés du privé**

Accélération de l'emploi salarié privé et rebond modéré dans la fonction publique

En France (hors Mayotte), les créations nettes d'emploi (encadré 1) atteignent 359 000 en 2019 (1), en accélération par rapport à l'année précédente (+229 000 en 2018) et du même ordre qu'en 2017 (tableau 1). Fin 2019, 28,6 millions de personnes sont en emploi, soit 1,5 million de plus que fin 2007 (graphique 1) [1].

Le dynamisme d'ensemble en 2019 repose principalement sur l'accélération de l'emploi salarié privé (267 000 créations nettes, après 162 000 en 2018). De son côté, l'emploi dans la fonction publique rebondit modérément (+21 000 après -4 000 en 2018). Au total, la hausse de l'emploi salarié en 2019 est nettement supérieure à celle de 2018 (+289 000 après +158 000) mais demeure inférieure à celle de 2017 (+335 000) [2]. Enfin, l'emploi non salarié

augmenterait nettement en 2019 (+70 000, comme en 2018) porté par des mesures favorables aux micro-entrepreneurs : doublement du plafond de chiffre d'affaires en 2018 et élargissement de l'aide à la création d'entreprise (Acre) à tous les créateurs en 2019.

Hors intérim, les créations d'emplois salariés en 2019 sont supérieures à celles de 2018 (+292 000 après +185 000), mais aussi à celles de 2017 (+210 000). Elles sont dues principalement à une accélération dans le secteur tertiaire marchand (+205 000 hors intérim, après +153 000). Depuis 2017, l'industrie (hors intérim) crée à nouveau des emplois (+11 000 en 2019 après +12 000 en 2018). L'emploi accélère de nouveau dans la construction en 2019 (+48 000 après +28 000), porté notamment par les investissements réalisés par les collectivités territoriales à l'approche des élections municipales [3]. Enfin, dans le tertiaire non marchand l'emploi salarié rebondit modérément en 2019 (+24 000 après -5 000) après avoir été affecté les deux années précédentes par une chute du nombre de bénéficiaires de contrats aidés [4].

(1) Au cours du 1^{er} trimestre 2020, il y a 502 400 destructions nettes d'emploi salarié, du fait de la crise sanitaire.

Quasi-stagnation de l'emploi intérimaire

L'emploi intérimaire stagne quasiment en 2019 (-3 000), après s'être replié en 2018 pour la première fois depuis 2014 (2). Le nombre d'intérimaires reste inférieur à 800 000 tout au long de 2019 (788 000 en fin d'année), mais demeure nettement supérieur à son point haut d'avant la crise de 2008-2009 (723 000 début 2007) (graphique 2) [5]. De 2015 à 2017, l'intérim avait fortement progressé (+85 000 par an en moyenne). Le taux de recours à l'intérim, qui rapporte le nombre d'intérimaires à l'ensemble de l'emploi salarié, atteint 3,1 % fin 2019, comme un an auparavant. Il avait baissé de 0,1 point en 2018, après avoir progressé de 0,3 point par an en moyenne entre fin 2014 et fin 2017.

Le recours à l'intérim est nettement plus fréquent dans l'industrie (taux de recours de 8,2 % fin 2019) et la construction (9,9 %) que dans le tertiaire marchand (2,7 %) (3). En 2019, le taux de recours baisse dans l'industrie (-0,6 point) et la construction (-0,3 point), alors qu'il est quasi stable dans le tertiaire marchand (+0,1 point).

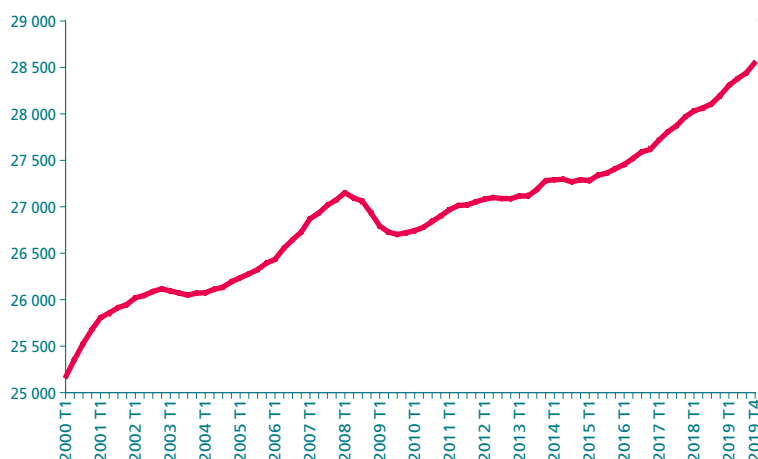
Si on compte les intérimaires dans le secteur où ils sont affectés (et non dans le secteur de l'intérim, qui les emploie), l'emploi salarié dans l'industrie diminue de 10 000 en 2019, dans la continuité de 2018 (-14 000), après une hausse de 47 000 en 2017. À l'inverse, l'emploi salarié dans le tertiaire marchand accélère davantage lorsqu'on inclut les intérimaires qui y travaillent (+221 000 après +154 000). La dynamique des autres grands secteurs (agriculture, construction, tertiaire non marchand) est peu modifiée par la prise en compte de l'intérim.

Quasi-stagnation de la productivité après neuf années de hausse modérée

La valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles augmentant de 1,7 % en moyenne au cours de l'année 2019, soit légèrement plus que l'emploi salarié de ces secteurs (+1,3 % en moyenne annuelle), la productivité apparente du travail par tête augmente légèrement en 2019 : calculée en moyenne annuelle, la hausse est de 0,4 %. De 2010 à 2018, la productivité augmentait nettement chaque année (+1,0 % par an en moyenne), quoique plus faiblement qu'au cours des cycles économiques antérieurs. Ce ralentissement des gains de productivité est une tendance marquée sur le long terme et depuis la crise économique de 2008-2009 (graphique 3) [6]. De début 2008 à fin 2019, les gains de productivité par tête dans les secteurs marchands non agricoles ne sont que de +0,8 % en moyenne par an, contre +1,5 % par an entre 2001 et 2007 et +1,5 % entre 1992 et 2000. Au-delà du ralentissement tendanciel, les politiques de baisse du coût du travail mises en œuvre dans les années les plus récentes (création du CICE au 1^{er} janvier 2013, transformé en baisse de cotisations sociales le 1^{er} janvier 2019, Pacte de responsabilité et de solidarité en 2015) ont aussi contribué à enrichir la croissance en emploi.

Graphique 1 Emploi total de 2000 à 2019

Données CVS en fin de trimestre, en milliers



Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Insee, Estimations d'emploi ; en 2019, prévision d'emploi pour les non-salariés.

Tableau 1 Évolution de l'emploi total

Données CVS en fin d'année et fin de trimestre, en milliers

	Niveau	Glissement annuel			Glissement trimestriel			
		Fin 2019	2017	2018	2019	2019		
					T1	T2	T3	T4
Emploi total	28 556	354	229	359	109	74	63	114
Emploi non salarié	3 013	19	71	70	18	18	18	18
Emploi salarié	25 544	335	158	289	91	56	45	97
Dont : Agriculture	301	6	-3	3	-1	1	2	1
Industrie	3 167	4	12	11	7	2	1	1
Construction	1 428	20	28	48	18	8	11	12
Tertiaire marchand	12 591	313	126	203	65	32	33	73
dont intérim	788	125	-27	-3	5	-3	-2	-3
Tertiaire non marchand	8 058	-8	-5	24	2	13	-1	11
Dont : Emploi privé	19 746	353	162	267	87	44	40	96
Emploi de la Fonction publique	5 798	-18	-4	21	4	12	5	0

Remarque : les estimations 2019 seront revues à l'automne 2020 ; pour des raisons d'arrondis, la somme des termes peut légèrement différer du total affiché.

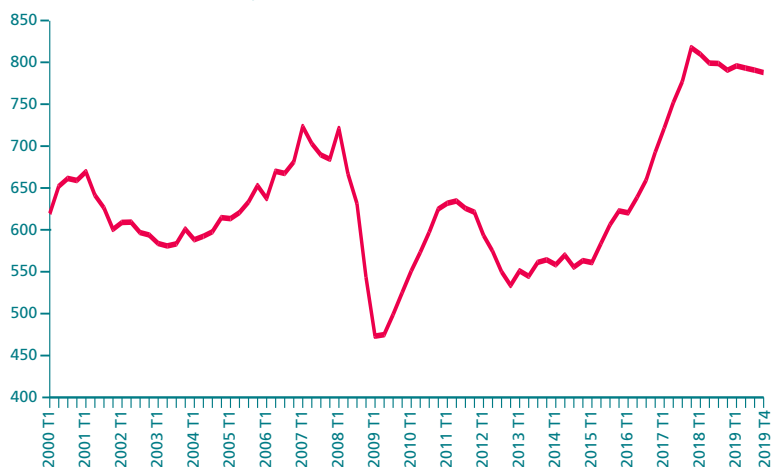
Lecture : 28 556 000 personnes occupent un emploi fin 2019 ; c'est 359 000 en plus que fin 2018 ; au cours du 4^e trimestre 2019, les créations nettes d'emploi atteignent 114 000 personnes.

Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Insee, Estimations d'emploi ; en 2019, prévision d'emploi pour les non-salariés.

Graphique 2 Nombre d'intérimaires

Données CVS en fin de trimestre, en milliers



Champ : personnes en emploi en France (hors Mayotte) (emploi au lieu de travail).

Source : Dares, déclarations sociales nominatives et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

(2) Au cours du 1^{er} trimestre 2020, le nombre d'intérimaires chute de 318 000 du fait de la crise sanitaire.

(3) Fin 2019, on compte par ailleurs 1,2 % d'intérimaires parmi les salariés agricoles et 0,3 % dans le tertiaire non marchand.

Baisse du nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé, mais poursuite de la hausse du nombre d'apprentis et élargissement de l'aide à la création d'entreprise

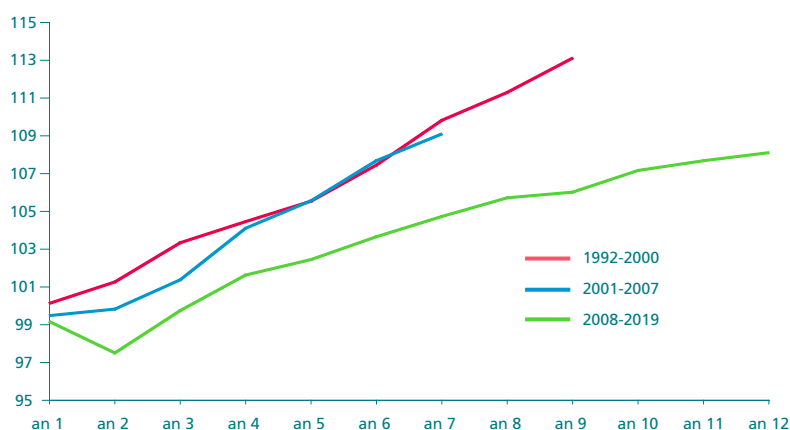
Fin 2019, près de 1,6 million de personnes occupent un emploi aidé en France métropolitaine (tableau 2), c'est-à-dire un emploi bénéficiant d'une aide publique, hors allègements généraux de cotisations sociales et dispositifs sectoriels. Il s'agit de bénéficiaires de contrats aidés (199 000), d'étudiants en alternance (698 000), qu'ils soient en formation initiale ou en reprise d'études, et de bénéficiaires d'autres dispositifs d'aide à l'emploi (667 000), parmi lesquels se trouvent principalement les créateurs d'entreprises aidés (639 000). Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés augmente de 359 000 sur un an (+29,8 %), après deux années de baisse ; il dépasse ainsi légèrement son niveau de fin 2015 pour atteindre son plus haut depuis 1990 (graphique 4). Cette progression est principalement due à l'élargissement de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises à l'ensemble des créateurs et repreneurs d'entreprise dont les effectifs augmentent de 380 000 (+147 %). Parmi les autres catégories d'emplois aidés, seul le nombre d'apprentis augmente significativement en 2019 (+52 000, soit +12,6 %).

Les contrats aidés dérogoires au droit commun – parcours emploi compétences (PEC), contrat unique d'insertion (CUI), emploi d'avenir ou emploi dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) – sont directement pilotés par les pouvoirs publics, qui définissent chaque année les crédits alloués, les publics ciblés ainsi que les objectifs d'embauches. En 2019, 341 000 embauches sont réalisées en contrat initial ou en reconduction, soit 8,3 % de moins qu'en 2018. Alors qu'il n'y a quasiment plus d'embauches en

Graphique 3

Évolution de la productivité apparente par tête dans les secteurs marchands non agricoles suite aux crises de 1992-1993 et 2008-2009 et à la phase de ralentissement de 2001-2002

Indices trimestriels, base 100 aux 1^{er} trimestres 1992, 2001 et 2008, données CVS



Indices annuels calculés comme les moyennes d'indices trimestriels, base 100 aux 1^{er} trimestres 1992, 2001 et 2008, données CVS

Concept : productivité par tête = valeur ajoutée à prix constant / nombre de personnes en emploi.

Lecture : la productivité par tête a baissé de 2,5 % en moyenne en 2009 par rapport à 2008.

Champ : secteurs marchands non agricoles, France hors Mayotte, emploi au lieu de travail.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, Estimations d'emploi.

CUI-CIE et emploi d'avenir, cette baisse est due à des embauches nettement moins nombreuses en PEC (-26,7 %) qui n'ont pas été compensées par la légère hausse des recrutements en IAE (+1,9 %). Les recrutements en PEC sont moins élevés que l'année précédente en raison de la substitution progressive des embauches en contrat aidé dans l'éducation nationale d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (28,8 % de l'ensemble des entrées en PEC en 2018), par des embauches en emploi contractuel. Au total, les effectifs en contrat aidé diminuent de 19,4 % en 2019, pour atteindre 199 000 en fin d'année, niveau le plus bas atteint depuis 1990 (graphique 4).

Tableau 2

Évolution des embauches et du nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé

Données CVS pour le nombre de bénéficiaires et brutes pour les embauches, en milliers

	Embauches semestrielles						Nombre de bénéficiaires							
	2018	Dont :		2019	Dont :		Niveau de fin d'année			Glissement semestriel				
		S1	S2		S1	S2	2017	2018	2019	2018 S1	2018 S2	2019 S1	2019 S2	
Contrat aidé	372	184	188	341	177	164	363	247	199	-81	-34	-14	-34	
CUI-CAE.....	7	7	0	0	0	0	157	6	0	-90	-61	-5	-1	
PEC.....	105	45	60	77	42	35	0	88	63	43	45	-1	-23	
CUI-CIE.....	4	1	3	4	3	1	15	3	2	-12	0	1	-2	
Emploi d'avenir.....	1	1	0	0	0	0	57	23	6	-19	-15	-9	-8	
Insertion par l'activité économique.....	255	130	125	260	131	128	134	128	128	-3	-3	1	0	
Contrat en alternance	543	112	431	577	114	463	615	656	698	23	18	14	28	
Contrats d'apprentissage.....	311	52	259	362	56	306	398	414	467	12	5	14	38	
Contrat de professionnalisation.....	232	60	172	215	58	157	218	242	232	11	14	0	-10	
Autre emploi aidé	253	135	119	656	338	318	339	302	667	-50	11	185	179	
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté...	9	5	5	6	3	3	35	33	24	-1	-2	-7	-3	
Contrat de génération.....	0	0	0	0	0	0	20	10	4	-5	-5	-3	-3	
Autres dispositifs ciblés sur une catégorie de salariés*	0	0	0	0	0	0	66	0	0	-65	-2	0	0	
Aide à la création ou à la reprise d'une entreprise **.....	244	130	114	650	335	315	217	259	639	21	20	195	185	
Ensemble des emplois aidés	1 168	431	738	1 574	629	945	1 317	1 205	1 564	-108	-5	185	173	

* Exonérations de cotisations chômage pour l'embauche de jeunes en CDI et accompagnement des restructurations (allocation temporaire dégressive, pas d'entrées en 2018 et 2019).

** L'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises (Accre) a été transformée en aide à la création ou à la reprise d'une entreprise (Acre) en janvier 2019. Chiffres provisoires redressés.

Concept : les embauches correspondent aux entrées totales dans les dispositifs (entrées initiales + reconductions de contrats).

Champ : France métropolitaine.

Source : Agence de service et de paiement (ASP), Acoess, Dares ; traitement Dares.

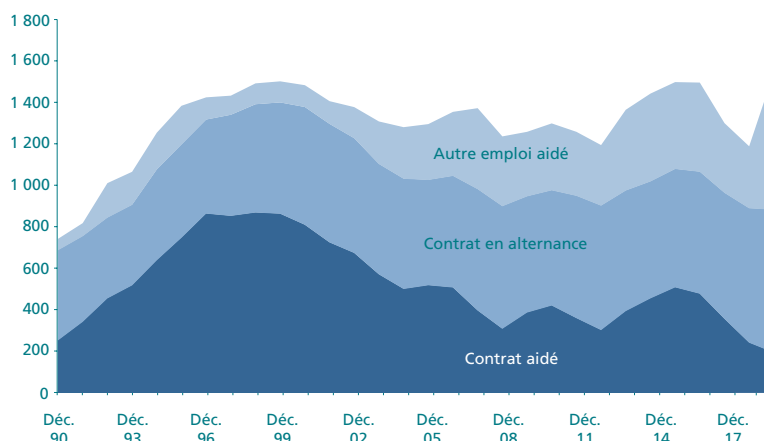
En 2019, les embauches en contrat d'apprentissage augmentent fortement (+16,4 %), dans le contexte de la loi du 5 septembre 2018 pour « la liberté de choisir son avenir professionnel ». Après des années de hausses, les embauches en contrats de professionnalisation reculent de 7,1 % en 2019. Ce repli concerne les jeunes de moins de 26 ans (-9,8 %), le nombre d'embauches d'adultes restant quasiment stable (+0,4 %). Fin 2019, 698 000 personnes bénéficient d'un contrat en alternance, niveau le plus haut atteint depuis 1990 du fait d'une forte hausse sur l'année (+6,4 %), similaire à 2018.

Outre ces contrats spécifiques, les mesures ciblées de politique de l'emploi recouvrent pour l'essentiel des aides aux créateurs et repreneurs d'entreprise (Acre). Ce dispositif, auparavant destiné à certaines catégories précises, a été temporairement élargi en 2019 à l'ensemble des créateurs et repreneurs d'entreprise (4). Fin 2019, 639 000 personnes en bénéficient. Par ailleurs, les embauches au titre des dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté (zones franches urbaines, zones de revitalisation rurale, zones de restructuration de la défense, etc.) sont pour la plupart en extinction, et le nombre de salariés bénéficiaires est en constante diminution. Des expérimentations sont en cours dans les « Territoires zéro chômeur longue durée » et le dispositif « emplois francs » dans les quartiers prioritaires de la ville, jusqu'alors en phase d'expérimentation, a été généralisé à l'ensemble du territoire national début 2020. Au total, le nombre de bénéficiaires de ces autres emplois aidés à destination des jeunes, des créateurs d'entreprise ou des zones en difficulté, augmente de 121 % en 2019 pour atteindre 667 000 en fin d'année.

Les emplois aidés ont un impact à court terme sur l'emploi et le chômage dans la mesure où une partie des embauches n'aurait pas eu lieu sans l'aide de l'État. L'impact en termes de créations nettes d'emploi dans l'économie et, par conséquent, de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, varie d'un dispositif à l'autre selon l'ampleur supposée des « effets d'aubaines ». Les exercices de chiffrage réalisés (5) suggèrent que la baisse du nombre de bénéficiaires de contrat aidé aurait entraîné la suppression nette de 25 000 emplois en 2019, après 88 000 en 2018. À l'inverse, la hausse importante du nombre de personnes en alternance aurait entraîné la création nette de 15 000 emplois en 2019, après 9 000 en 2018. L'effet estimé sur le nombre de demandeurs d'emploi de ca-

Graphique 4
Évolution des effectifs en emploi aidé depuis 1990*

Données CVS en fin d'année, en milliers



* Sont comptabilisés dans les effectifs :

Contrat aidé : TUC, CES, CEC, CEV, Emploi jeune, CAE, CAV, CUI-CAE, Emploi d'avenir, CRE, CIE, conventions de coopération, aide dégressive à l'employeur, nouveau CIE, CI-RMA, CUI-CIE, contrat dans les structures de l'IAE, PEC ;

Contrat en alternance : Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Contrat de qualification, Contrat de réinsertion en alternance, Contrat d'adaptation, Contrat d'orientation, PACTE ;

Autre emploi aidé : exonérations zonées (exonération embauche d'un deuxième ou troisième salarié, ZRR, OIG en ZRR, ZRU, ZFU, ZRD, BER), dispositifs d'aide à l'embauche des jeunes (Exonération jeune sans qualification, Exonération sur les embauches de jeunes en CDI, Aide au premier emploi des jeunes, Contrat jeune en entreprise, Contrat de génération), accompagnement des restructurations (Aide au passage à mi-temps, Aide au passage à temps partiel, Allocation temporaire dégressive), aides aux chômeurs créateurs d'entreprise (Fonds départemental d'initiative jeune, Accre), aide à la création ou à la reprise d'une entreprise (Acre).

Champ : France métropolitaine.

Sources : ASP, ACOSS, Dares ; traitement Dares.

tégorie A serait, pour l'ensemble des emplois aidés hors Acre, une hausse d'environ 6 000 en 2019 (6), en raison de la hausse des contrats en alternance (-12 000 demandeurs d'emploi), et des baisses des contrats aidés (+17 000 demandeurs d'emploi) ainsi que des autres emplois aidés hors Acre (+1 000 demandeurs d'emploi) (7).

Hausse de 0,5 point du taux d'emploi des 15-64 ans

Le taux d'emploi des 15-64 ans s'établit à 66,0 % au 4^e trimestre 2019 en France hors Mayotte selon les concepts du Bureau international du travail (BIT), soit 0,5 point de plus que fin 2018 (tableau 3, encadré 1). Il atteint son niveau le plus élevé depuis 1975 (première année pour laquelle cette mesure est disponible au sens du BIT). Après avoir diminué de 1,3 point entre début 2008 et fin 2009, le taux d'emploi n'a que très légèrement augmenté jusqu'à mi-2015 (+0,5 point en 6 ans et demi).

(4) Avant le 1^{er} janvier 2019, l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Acre) était réservée à certaines catégories précises : les demandeurs d'emploi indemnisables ou indemnisés par Pôle emploi, les demandeurs d'emploi non indemnisés mais inscrits 6 mois à Pôle emploi au cours des 18 derniers mois, les bénéficiaires du RSA ou de l'ASS, les personnes âgées de 18 à moins de 26 ans, les personnes âgées de moins de 30 ans handicapées ou qui ne remplissent pas la condition de durée des droits de chômage, les personnes ayant fait l'objet d'un licenciement (sous certaines conditions), les personnes ayant conclu sous certaines conditions un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE), les bénéficiaires de la prestation partagée de l'éducation enfant. Au 1^{er} janvier 2019, le dispositif d'aide aux créateurs ou repreneurs d'entreprise (Acre), a été temporairement ouvert à l'ensemble des créateurs et repreneurs d'entreprise.

(5) L'estimation des effets à court terme sur l'emploi repose sur le lien entre l'emploi et le coût du travail. Pour les mesures du secteur marchand, ce lien est appréhendé à travers des estimations économétriques de l'élasticité de la demande de travail à son coût [7] et les effets sur l'emploi d'un dispositif sont d'autant plus élevés que les aides sont importantes. Pour les mesures du secteur non marchand, l'élasticité retenue est de 1 : un contrat aidé pris en charge à 70 % induirait 0,7 création nette d'emploi à court terme.

(6) Pour chaque dispositif, ses effets sur la variation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sont mécaniquement inférieurs aux effets sur l'emploi car les emplois créés ne sont pas tous attribués à des personnes inscrites auparavant à Pôle emploi en catégorie A, avec notamment des effets d'appel sur la population active.

(7) L'effet total de l'ensemble des emplois aidés n'est pas commenté. En effet, l'élargissement de l'aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise aurait entraîné à lui seul la création nette de 94 000 emplois et la baisse de 75 000 demandeurs d'emploi en catégorie A en 2019. Mais ces estimations proviennent de calibrations peu robustes des effets emploi et chômage, notamment car la cible des bénéficiaires du dispositif n'a été élargie que temporairement, pour l'année 2019 uniquement.

Il s'accroît plus nettement depuis (+0,5 point par an en moyenne entre mi-2015 et fin 2019). En 2019, la hausse profite uniquement aux femmes (+0,8 point), le taux d'emploi des hommes restant quasi stable.

En 2017, avec une hausse de l'emploi total comparable à celle de 2019, la progression du taux d'emploi des 15-64 ans (+1,1 point) avait cependant été nettement plus forte qu'en 2019. Cela peut s'expliquer notamment par un écart plus important en 2019 entre les évolutions de l'emploi dans l'enquête Emploi et dans les sources administratives (encadré 3).

Le taux d'emploi des 15-24 ans atteint 29,5 % fin 2019, en nette baisse sur un an (-0,9 point), après une hausse de +0,7 point par an en moyenne de mi-2015 à fin 2018. Il se situe 1,9 point en deçà de son haut niveau de début 2008. Le taux d'emploi des 25-49 ans atteint 81,4 % fin 2019, soit 0,7 point de plus qu'un an auparavant. Il reste lui aussi inférieur à son niveau de début 2008 (82,8 %). Le taux d'emploi des 50-64 ans s'établit à 63,4 % fin 2019. Il augmente fortement (+1,1 point sur un an), à un rythme comparable à celui des 5 années antérieures (+0,9 point par an en moyenne de fin 2013 à fin 2018). Le taux d'emploi des 50-64 ans n'avait pas baissé pendant la crise économique de 2008-2009 (+0,1 point de début 2008 à fin 2009), puis a progressé depuis lors de 10,3 points, en raison notamment du recul de l'âge moyen de départ à la retraite.

Au 4^e trimestre 2019, 84,9 % des actifs en emploi salarié ont un emploi à durée indéterminée (CDI du privé ou du public ou fonctionnaires titulaires). Cette part est stable par rapport à fin 2018, en raison d'un repli au 4^e trimestre, après avoir augmenté de 0,6 point l'année précédente (graphique 5).

Forte baisse du sous-emploi

Au 4^e trimestre 2019, 18,2 % des personnes en emploi travaillent à temps partiel, soit 0,1 point de moins que fin 2018. Cette proportion est nettement plus élevée pour les femmes que pour les hommes (28,5 % contre 8,4 %), mais l'écart se réduit nettement au cours des dix dernières années : depuis fin 2009, la part de l'emploi à temps partiel a augmenté de 2,0 points pour les hommes et a diminué de 2,3 points pour les femmes. Pour environ un tiers de ces personnes, le temps partiel est subi : elles souhaiteraient travailler davantage et sont disponibles pour le faire. C'est, jusqu'en 2019, la composante principale du sous-emploi au sens du BIT (encadré 1).

Au 4^e trimestre 2019, 1 454 000 personnes sont en situation de sous-emploi, soit 5,3 % des personnes en emploi (tableau 4). La part du sous-emploi est en nette baisse par rapport à fin 2018 (-0,5 point) soit au total une réduction de 1,4 point depuis mi-2015.

Tableau 3
Taux d'emploi par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2018 T4	2019			
					T1	T2	T3	T4
Ensemble								
15-64 ans	64,5	63,2	63,7	65,5	65,5	65,6	65,3	66,0
15-24 ans	31,4	29,5	27,8	30,4	29,8	29,7	29,4	29,5
25-49 ans	82,8	81,3	79,2	80,7	80,8	80,9	80,7	81,4
50-64 ans	53,0	53,1	59,5	62,3	62,4	62,5	62,3	63,4
Hommes								
15-64 ans	69,2	67,5	67,0	69,0	68,8	68,8	68,5	69,1
15-24 ans	34,6	32,1	30,4	33,0	31,4	31,5	31,1	31,6
25-49 ans	89,0	86,7	83,6	85,3	85,3	85,5	85,3	85,8
50-64 ans	56,5	56,9	62,1	65,2	65,7	65,4	65,0	65,8
Femmes								
15-64 ans	59,9	59,0	60,5	62,2	62,3	62,4	62,2	63,0
15-24 ans	28,3	26,9	25,2	27,8	28,2	27,9	27,7	27,4
25-49 ans	76,9	76,0	75,1	76,3	76,6	76,6	76,2	77,2
50-64 ans	49,7	49,6	57,0	59,5	59,3	59,8	59,8	61,1

Note : les 1^{er} trimestre 2008 et 4^e trimestre 2009 sont des points hauts (2008-T1) ou bas (2009-T4) du cycle conjoncturel du taux d'emploi. Le 2^e trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : personnes en emploi au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

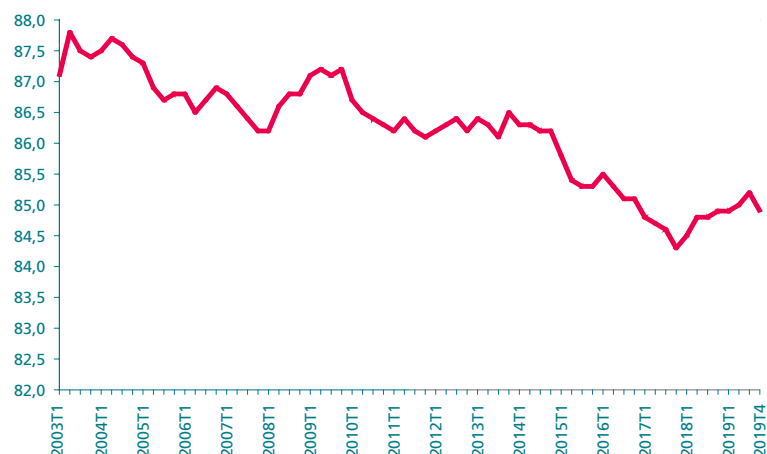
Lecture : au 4^e trimestre 2019, 66,0 % des 15-64 ans sont en emploi.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans à 64 ans de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2019.

Graphique 5
Part des emplois à durée indéterminée dans l'emploi salarié

Données CVS en moyenne trimestrielle, en % du nombre de personnes en emploi salarié



Concepts : personnes en emploi au sens du BIT ; les emplois à durée indéterminée correspondent aux CDI du secteur privé ou des entreprises publiques, ainsi qu'aux titulaires ou contractuels en CDI de la fonction publique.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, 84,9 % des personnes occupant un emploi salarié sont en emploi à durée indéterminée.

Champ : personnes en emploi salarié dans les ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2019.

Comme pour le temps partiel, les femmes sont plus fréquemment en situation de sous-emploi que les hommes (7,6 %, contre 3,1 %). La part du sous-emploi chez les femmes diminue de nouveau en 2019, prolongeant la tendance de baisse depuis la fin de la crise de 2008-2009 (-3,0 points depuis début 2010). Chez les hommes, après une hausse de 1,2 point de début 2008 à fin 2018, elle diminue légèrement en 2019 (- 0,2 point).

Tableau 4

Part du sous-emploi dans l'emploi total

Données CVS en moyenne trimestrielle, parts en % du nombre de personnes en emploi, volume en milliers

	2008 T1	2010 T1	2015 T2	2018 T4	2019				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire et à la recherche d'un autre emploi (1)	1,3	1,4	1,5	1,2	1,0	0,9	0,9	1,0	285
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire mais sans recherche d'un autre emploi (2)	4,1	4,7	4,9	4,4	4,2	4,2	4,2	4,0	1 092
Temps plein, ou temps partiel (autre que les deux cas ci-dessus), en situation de chômage technique ou partiel (3)	0,0	1,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	77
Total des personnes en situation de sous-emploi (1) + (2) + (3)	5,3	7,3	6,7	5,8	5,3	5,3	5,4	5,3	1 454
Femmes en situation de sous-emploi	9,0	10,6	9,9	8,5	7,9	7,8	7,7	7,6	1 014
Hommes en situation de sous-emploi	2,1	4,3	3,7	3,3	2,9	3,0	3,3	3,1	440

Note : les 1^{er} trimestres 2008 et 1^{er} trimestre 2010 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2010-T1) du cycle conjoncturel de la part du sous-emploi dans l'emploi. Le 2^e trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : emploi et sous-emploi au sens du BIT.

Note : les chiffres concernant le chômage technique ou partiel issus de l'enquête Emploi peuvent différer de ceux obtenus à partir de données administratives.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, 5,3 % des personnes en emploi sont en situation de sous-emploi, 5,0 % en « temps partiel subi » et 0,3 % au chômage technique ou partiel.

Champ : personnes en emploi dans les ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2019.

Nette baisse du taux de chômage

Un taux de chômage à 8,1 % au 4^e trimestre 2019, au plus bas depuis fin 2008

Le taux de chômage au sens du BIT (encadré 1) s'établit à 8,1 % de la population active en France (hors Mayotte) au 4^e trimestre 2019 (8), après 8,7 % un an plus tôt (tableau 5). Avec 2 408 000 chômeurs, le taux de chômage baisse de 0,6 point par rapport à fin 2018 (-179 000 chômeurs) et atteint son plus bas niveau depuis fin 2008. Par rapport à son point haut de mi-2015, il diminue de 2,4 points.

Entre les 4^e trimestres 2018 et 2019, le taux de chômage diminue plus fortement pour les femmes (-0,8 point) que pour les hommes (-0,4 point). Fin 2019, 8,2 % des hommes actifs et 8,0 % des femmes actives sont au chômage au sens du BIT. Jusqu'en 2008, le taux de chômage des hommes était toujours sensiblement inférieur à celui des femmes, l'écart se réduisant toutefois tendanciellement (graphique 6), en raison notamment d'une progression du niveau d'études des femmes plus forte que celle des hommes. La récession de 2008-2009 puis les années de conjoncture atone ont ensuite davantage touché les hommes, les pertes d'emploi étant relativement concentrées dans l'industrie, la construction et l'intérim, secteurs majoritairement masculins. L'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes s'est d'abord réduit et, à partir du 3^e trimestre 2012, le taux de chômage des hommes a presque toujours été plus élevé que celui des femmes. L'écart en faveur des femmes, qui avait atteint +0,9 point au 2^e trimestre 2015, s'est toutefois résorbé progressivement jusqu'à fin 2017, notamment en raison de la reprise de l'emploi dans la construction et l'intérim.

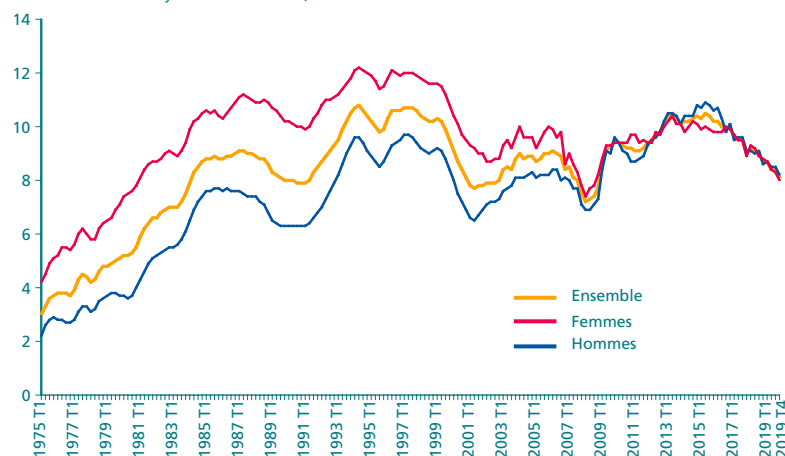
Nette diminution du taux de chômage des 25 ans ou plus

Le taux de chômage des 15-24 ans repart à la hausse au 4^e trimestre 2019, avec +0,7 point sur l'année après -1,8 point par an en moyenne de fin 2015

Graphique 6

Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



Concepts : activité au sens du BIT.

Note : estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage, estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, 8,1 % des actifs sont au chômage au sens du BIT en France hors Mayotte.

Champ : actifs des ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2019.

Tableau 5

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, taux en % et volumes en milliers

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2018 T4	2019				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
Ensemble	7,2	9,5	10,5	8,7	8,7	8,4	8,4	8,1	2 408
Moins de 25 ans	17,5	23,9	24,6	19,2	19,8	19,2	19,2	19,9	563
25 à 49 ans	6,6	8,6	9,8	8,2	8,0	7,8	7,8	7,4	1 324
50 ans ou plus	4,2	5,9	7,3	6,3	6,6	6,3	6,3	5,8	521
Hommes	6,9	9,6	10,9	8,6	8,7	8,5	8,5	8,2	1 256
Moins de 25 ans	17,2	25,0	24,9	19,3	21,3	20,5	20,4	20,6	318
25 à 49 ans	6,2	8,4	10,0	8,0	7,7	7,5	7,6	7,2	663
50 ans ou plus	4,4	5,9	7,9	6,2	6,5	6,4	6,4	6,0	275
Femmes	7,4	9,4	10,0	8,8	8,7	8,4	8,3	8,0	1 152
Moins de 25 ans	17,9	22,4	24,3	19,1	18,0	17,5	17,9	19,0	245
25 à 49 ans	7,1	8,8	9,5	8,5	8,3	8,1	8,0	7,6	661
50 ans ou plus	4,0	5,9	6,7	6,5	6,8	6,2	6,2	5,6	247

Note : les 1^{er} trimestre 2008, 4^e trimestre 2009 et 2^e trimestre 2015 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2009-T4 et 2015-T2) du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, 563 000 personnes âgées de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT, soit un taux de chômage de 19,9 %.

Champ : actifs des ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2019.

à fin 2018 (graphique 7). Il s'établit ainsi à 19,9 % de la population active de cette tranche d'âge au 4^e trimestre 2019, soit 6,3 points au-dessous de son plus haut niveau historique fin 2012.

Le taux de chômage des jeunes reste nettement plus élevé que celui des autres tranches d'âge, mais cet indicateur ne concerne, par définition, que les jeunes actifs sur le marché du travail. En effet, ceux en études - s'ils ne travaillent pas en parallèle - ne sont pas comptabilisés dans la population active et ne sont donc pas pris en compte dans le dénominateur du taux de chômage. Par ailleurs, parmi les actifs de 15 à 24 ans, les peu diplômés, qui sont les plus touchés par le chômage, sont surreprésentés car ils entrent plus tôt sur le marché du travail que les diplômés. Rapportée à l'ensemble de la population des 15-24 ans (actifs et inactifs), la part des chômeurs chez les jeunes est de 7,3 % fin 2019, soit une proportion seulement un peu supérieure à celle des 25-49 ans (6,5 %).

Le taux de chômage des 25 ans ou plus diminue fortement en 2019 (tableau 5). Pour les 25-49 ans, il atteint 7,4 % au 4^e trimestre 2019, soit une baisse de 0,8 point par rapport à fin 2018, qui est donc d'ampleur plus importante que celle observée entre mi-2015 et fin 2018 (-0,5 point par an). Pour les 50 ans ou plus, il est structurellement moins élevé (5,8 % fin 2019) ; il baisse de -0,5 point sur un an, légèrement plus qu'en moyenne depuis mi-2015 (-0,3 point).

Forte hausse du halo autour du chômage en fin d'année après trois années de quasi-stabilité

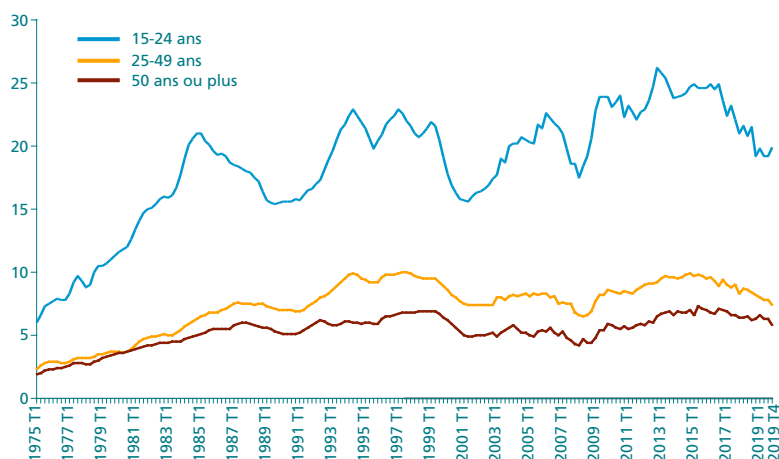
Au 4^e trimestre 2019, 1,7 million de personnes sont dans le halo autour du chômage en France hors Mayotte (encadré 1, graphique 8), en nette augmentation sur un an (+82 000 par rapport à fin 2018, soit +5,1 %), notamment en fin d'année. De mi-2008 à mi-2015, le nombre de personnes appartenant au halo autour du chômage avait augmenté assez régulièrement (+48 000 par an en moyenne, soit +3,9 %) alors que le chômage augmentait également. Depuis lors, malgré le rebond observé en 2019, le nombre de personnes dans le halo du chômage a crû plus modérément (+31 000 par an, soit +2,0 %) alors que le nombre de chômeurs a nettement baissé dans le même temps (-152 000 par an, soit -4,9 %) [9].

Forte diminution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C

Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A, encadré 1) atteint 3 551 000 en France (hors Mayotte) au 4^e trimestre 2019, en repli de 121 000 sur un an (-3,3 %) (tableau 6). La baisse s'amplifie nettement par rapport à l'année précédente (-52 000 entre fin 2017 et fin 2018). De fin 2007 à fin 2015, le nombre d'inscrits en catégorie A avait augmenté

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT par tranche d'âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



Concepts : activité au sens du BIT, âge atteint à la date de l'enquête.

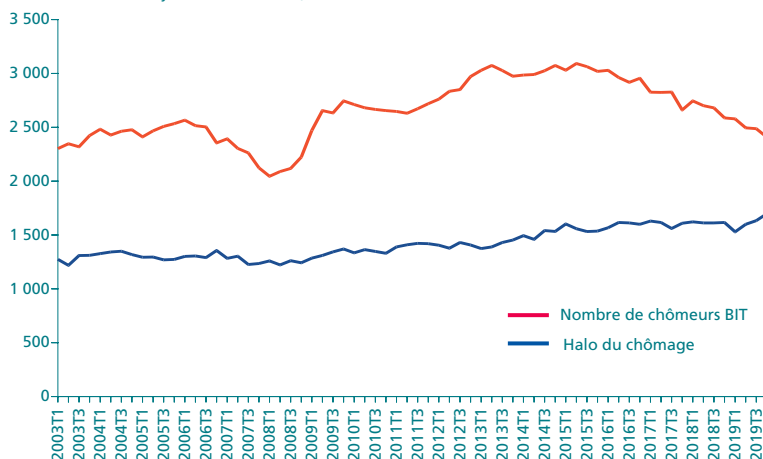
Lecture : au 4^e trimestre 2019, 19,9 % des actifs de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT.

Champ : actifs des ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2019.

Graphique 8
Le chômage et son halo

Données CVS en moyenne trimestrielle, en milliers



Concepts : chômage au sens du BIT, halo autour du chômage.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, 1 698 000 personnes sont dans le halo autour du chômage.

Champ : population des ménages de France hors Mayotte.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2019.

chaque année (+204 000 par an en moyenne dont +509 000 en 2009) puis avait baissé de 113 000 en 2016 et était resté quasi stable en 2017 (graphique 9). En 2019, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est plus modérée que celle du nombre de chômeurs au sens du BIT (-179 000), accentuant l'écart entre les deux indicateurs (encadré 2).

En 2019, la baisse du nombre d'inscrits en catégorie A est comparable pour les hommes (-63 000 soit -3,4 %) et pour les femmes (-58 000 soit -3,2 %), de sorte que l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes en catégorie A reste stable. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue pour toutes les tranches d'âge, mais relativement plus fortement pour les 25-49 ans : -8 000 pour les moins de 25 ans (-1,6 %), -94 000 pour les 25-49 ans (-4,0 %) et -120 000 pour les 50 ans ou plus (-2,0 %).

Tableau 6

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon la catégorie et dispensés de recherche d'emploi indemnisés

Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle, en milliers

	2019 T4	Glissements trimestriels				Variation 2019 T4/ 2018 T4	Évolution 2019 T4/ 2018 T4 (en %)
		T1	T2	T3	T4		
Ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E)	6 424	0	-12	-43	-88	-143	-2,2
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C)	5 746	-6	-29	-57	-83	-176	-3,0
n'ayant exercé aucune activité réduite (catégorie A)	3 551	-17	-19	-29	-57	-121	-3,3
en activité réduite courte (catégorie B)	745	2	-11	-6	-19	-33	-4,3
en activité réduite longue (catégorie C)	1 451	8	0	-23	-7	-21	-1,5
Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	677	7	18	14	-5	33	5,2
en stage, maladie, formation, ... (catégorie D)	307	7	9	12	-3	24	8,5
en emploi (dont contrats aidés, catégorie E)	370	0	9	3	-3	9	2,5
Demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus	2 753	9	-10	-26	-46	-73	-2,6
Dispensés de recherche d'emploi (DRE) indemnisés	1	0	0	0	0	-1	-46,5

Champ : France hors Mayotte sauf Dispensés de recherche d'emploi indemnisés : France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT (demandeurs d'emploi) ; Pôle emploi, FNA (DRE indemnisés) ; calcul des CVS-CJO Dares (demandeurs d'emploi et DRE indemnisés).

Au 4^e trimestre 2019, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en France (hors Mayotte) et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C, encadré 1) s'établit à 5 746 000, en baisse de 176 000 sur l'année (-3,0 %) après un léger recul en 2018 (-10 000 soit -0,2 %).

Parmi les inscrits tenus de rechercher un emploi au 4^e trimestre 2019, 2 195 000 ont exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C, encadré 1). La pratique d'une activité réduite correspond souvent à des emplois courts ou à temps partiel, sous forme de CDD, de missions d'intérim ou de travail occasionnel [10]. Le nombre d'inscrits en catégorie B et C baisse en 2019 (-55 000 soit -2,4 %), pour la première fois depuis 2008. Ce recul est plus fort pour la catégorie B (personnes exerçant une activité réduite courte de 78 heures ou moins ; -33 000 soit -4,3 %) que pour la catégorie C (personnes exerçant une activité réduite longue de plus de 78 heures ; -21 000 soit -1,5 %).

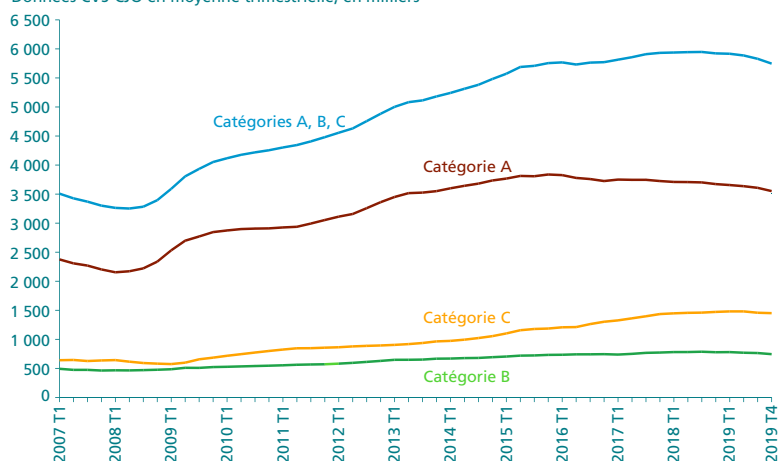
Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C, le nombre d'inscrits depuis un an ou plus baisse de 73 000 sur un an (-2,6 %), pour atteindre 2 753 000 au 4^e trimestre 2019. Ils représentent 47,9 % des catégories A, B, C fin 2019, soit 0,2 point de plus qu'un an auparavant.

En septembre 2019, 4,7 % des demandeurs d'emploi qui étaient en catégories A, B, C à la fin du mois précédent en France métropolitaine sont sortis des listes et occupent un emploi (graphique 10). Ce taux est en légère progression par rapport à septembre 2018 (+0,3 point), après une baisse de 0,2 point au cours de l'année précédente et une hausse de 0,2 point par an au cours des 2 années antérieures. Il avait auparavant diminué entre 2008 et 2015, la baisse étant beaucoup plus marquée en 2009 du fait de la crise économique de 2008-2009 (-1,4 point entre septembre 2008 et septembre 2009, contre -0,3 point chaque année en moyenne entre 2009 et 2015).

Graphique 9

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle, en milliers



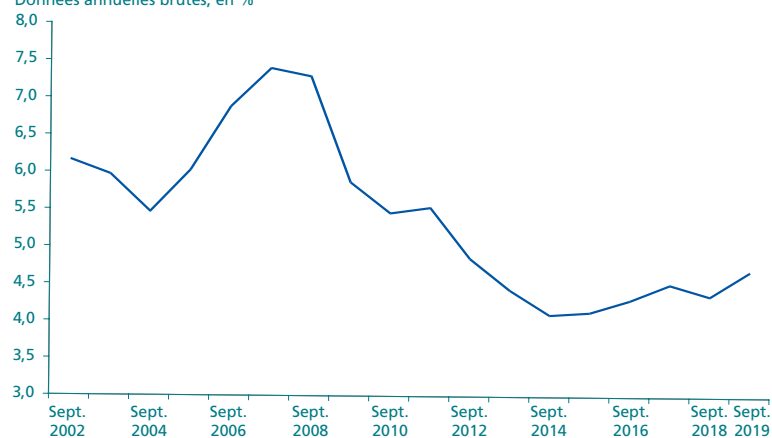
Champ : France hors Mayotte.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; calcul des CVS-CJO Dares.

Graphique 10

Taux de sortie des catégories A, B, C pour reprise d'emploi

Données annuelles brutes, en %



Lecture : 4,7 % des inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C à la fin août 2019 sont sortis de ces catégories et occupaient un emploi en septembre 2019.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C à la fin du mois précédent ; France métropolitaine. Sources : Pôle emploi-Dares, STMT et enquête Sortants.

Fin 2019, en France (hors Mayotte), 677 000 demandeurs d'emploi ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (tableau 6) : ils sont soit en emploi, notamment en emploi aidé ou en création d'entreprise (370 000 personnes, catégorie E), soit sans emploi (307 000 personnes, catégorie D). Cette dernière catégorie comprend les demandeurs d'emploi en stage, en formation ou en maladie, ainsi que les personnes bénéficiant d'un contrat de sécurisation professionnelle (CSP) après un licenciement économique [11]. Avec la montée en charge du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie D s'accroît en 2019 (+24 000, soit +8,5 %), plus fortement qu'en 2018 (+7 000 soit +2,5 %)

Au 4^e trimestre 2019, 6 424 000 demandeurs d'emploi sont, toutes catégories confondues (catégories A à E, encadré 1), inscrits à Pôle emploi, qu'ils soient tenus ou non de rechercher un emploi (tableau 6). Le nombre total d'inscrits à Pôle emploi est en baisse de 143 000 (-2,2 %), un recul plus marqué qu'en 2018 (-53 000 soit -0,8 %). Il s'agit de la plus forte baisse annuelle depuis 2007.

Poursuite de la hausse du taux d'activité pour les seniors mais repli pour les jeunes

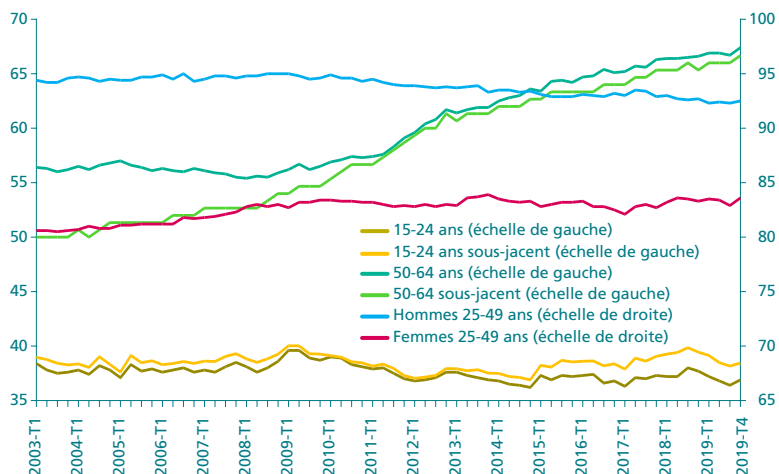
La population active regroupe les personnes en emploi et les chômeurs. Elle est ici calculée « au sens de la comptabilité nationale », c'est-à-dire comme la somme des estimations d'emploi issues des sources administratives évaluées en moyenne trimestrielle, d'une part, et du chômage au sens du BIT issu de l'enquête Emploi, d'autre part (encadré 1). Entre le 4^e trimestre 2018 et le 4^e trimestre 2019, le nombre de chômeurs au sens du BIT baisse de 179 000 et le nombre de personnes en emploi progresse de 347 000. La population active « au sens de la comptabilité nationale » augmente donc de 168 000 personnes en 2019 (tableau 7).

Les évolutions de la population active résultent de deux facteurs : la démographie et les comportements d'activité. L'effet de la démographie dépend de l'évolution du nombre de personnes en âge de travailler et de la structure par âge de la population. Les comportements d'activité varient notamment sous l'effet de la conjoncture, de phénomènes tendanciels comme la participation croissante des femmes au marché du travail ou de l'impact de certaines politiques publiques, en particulier les réformes des retraites et les dispositifs de cessations anticipées d'activité à financement public.

En France au 4^e trimestre 2019, le taux d'activité au sens du BIT (encadré 1) des 15-64 ans s'élève à 71,9 %, stable sur l'année. Un peu plus des deux tiers des femmes et trois quarts des hommes de 15 à 64 ans sont actifs. Le taux d'activité des hommes de 15-64 ans diminue en 2019 (-0,2 point), pour se situer à 75,4 % en fin d'année. Chez les femmes, il progresse de 0,2 point pour atteindre 68,5 % fin

Graphique 11
Taux d'activité par sexe et par tranche d'âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4^e trimestre 2019, le taux d'activité des femmes de 25-49 ans est de 83,6 %.

Champ : France hors Mayotte (France métropolitaine pour le taux sous-jacent des 15-24 ans de 2003 à 2013).

Source : Insee, enquête Emploi 2003-2019.

2019, soit son plus haut niveau depuis 1975. L'écart hommes-femmes est ainsi à son plus bas niveau historique (6,9 points en fin d'année) et en baisse de près de 5 points depuis début 2003.

Au 4^e trimestre 2019, 83,6 % des femmes de 25 à 49 ans sont actives. Sur un an, leur taux d'activité est en hausse de 0,3 point et se rapproche ainsi de son plus haut niveau atteint au 4^e trimestre 2013 (83,9 %). Le taux d'activité des hommes de 25 à 49 ans diminue pour la deuxième année consécutive de 0,2 point, pour se situer à 92,5 % fin 2019.

Le taux d'activité des 50-64 ans atteint 67,4 % fin 2019 (70,1 % pour les hommes et 64,8 % pour les femmes), soit une progression de 0,8 point sur un an, après +0,3 point en 2018. Depuis fin 2013, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors, c'est-à-dire corrigé des effets de structure démographique (encadré 1), a progressé de façon continue (+0,9 point par an en moyenne) et, depuis 2011, son évolution est proche de celle du taux d'activité. Ces hausses sont notamment liées aux réformes des retraites et à l'évolution des mesures de cessation anticipée d'activité [12].

La hausse du taux d'activité « sous-jacent » des 50-64 ans est cependant moins importante depuis fin 2012 : +0,8 point par an en moyenne contre +1,7 point par an entre fin 2007 et fin 2012, période de fort repli des mesures de retrait d'activité à financement public. Fin 2019, 3,6 % des 55-64 ans bénéficient d'une telle mesure, soit un recul de 0,4 point sur un an, après déjà -0,2 point en 2018 (graphique 12). Cette proportion reste supérieure à celle de fin 2013 (3,0 %) alors qu'elle avait nettement reculé entre fin 2006 et fin 2013, notamment entre 2008 et 2011 (-1,6 point par an en moyenne). L'élargissement des conditions de départ à la retraite pour carrière longue en juillet

Tableau 7

Évolution de la population active, de l'emploi et du chômage

Variation annuelle des moyennes trimestrielles CVS au 4^e trimestre et niveau au T4 2019, en milliers

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Niveau au T4 2019
Population active	71	228	304	148	146	52	154	22	157	168	30 907
Emploi	161	164	52	145	46	107	218	316	231	347	28 499
Rappel : emploi en fin de période	182	150	35	194	9	120	207	350	229	359	28 556
Chômage.....	-90	64	252	3	100	-55	-64	-294	-74	-179	2 408

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale », moyenne trimestrielle des estimations d'emploi total issues des sources administratives et moyenne trimestrielle du chômage BIT (encadré 1).

Lecture : entre le 4^e trimestre 2018 et le 4^e trimestre 2019, la population active a augmenté de 168 000 personnes (+347 000 emplois et -179 000 chômeurs) « au sens de la comptabilité nationale ». Au 4^e trimestre 2019, 30 907 000 personnes étaient actives.

Champ : France hors Mayotte, emploi au lieu de travail (emploi), ménages (chômeurs).

Source : Insee, estimations Emploi (en 2019, prévisions d'emploi pour les non-salariés) et enquêtes Emploi 2009-2019.

let 2012 ainsi que l'effet du décalage de l'âge d'ouverture des droits à la retraite de 60 à 62 ans entre mi-2011 et début 2017 ont conduit à un rebond des départs anticipés à la retraite, ce qui a contribué à limiter la progression du taux d'activité des seniors.

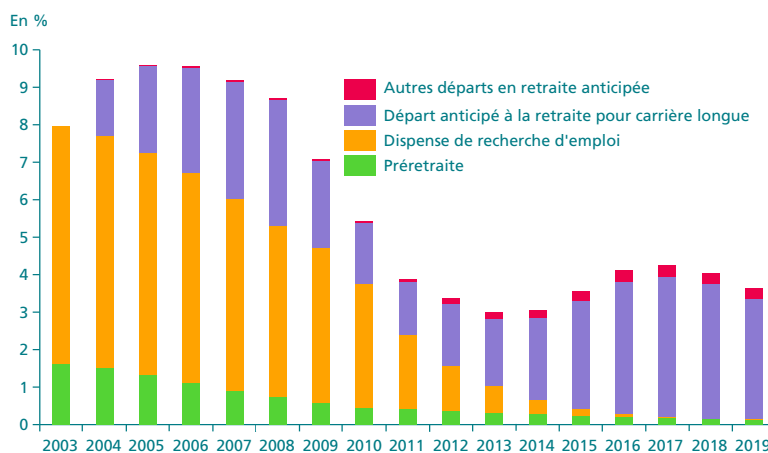
En 2019, le taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans diminue de 0,8 point, pour se situer à 36,9 % en fin d'année (graphique 11). La baisse du taux d'activité « sous-jacent » des jeunes est légèrement plus importante en 2019 (-1,0 point, encadré 1). De fin 2012 et fin 2017, l'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 1998 avait *a contrario* contribué à abaisser le taux d'activité des jeunes relativement au taux « sous-jacent ». De mi-2015 à mi-2018, le taux d'activité « sous-jacent » des 15-24 ans avait ainsi nettement augmenté (+0,4 point par an en moyenne), alors que le taux d'activité était quasi stable. Le retournement à la baisse du taux d'activité « sous-jacent » des jeunes pourrait s'expliquer par une reprise de l'allongement de la durée des études.

De fin 2014 à fin 2019, comme pour les cinq années précédentes, la progression de la population active de 15 à 64 ans (+80 000 personnes par an en moyenne) est portée par la hausse des actifs âgés de 50 à 64 ans (+130 000 par an en moyenne), le nombre d'actifs de moins de 50 ans étant orienté à la baisse (tableau 8). 83 % de cette hausse du nombre de seniors actifs est la conséquence des comportements d'activité, l'impact de la démographie à ces âges étant nettement plus limité. À population inchangée à chaque âge, l'évolution des comportements d'activité des 50-64 ans a ainsi contribué à la hausse de la population active à hauteur de 109 000 par an en moyenne entre fin 2014 et fin 2019. Cette contribution est cependant inférieure de plus de moitié à celle des cinq années précédentes, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors ayant nettement ralenti (+4,0 points en cinq ans, contre +8,0 points entre fin 2009 et fin 2014).

La population active des 15-24 ans augmente de 39 000 personnes par an en moyenne entre fin 2014 et fin 2019, du fait des comportements d'activité (le taux d'activité « sous-jacent » progresse de 1,7 point), l'effet de la démographie étant très légèrement positif. La population active de 25-49 ans recule de 89 000 personnes par an en moyenne, en raison quasi intégralement d'effets démographiques.

Graphique 12

Poids des mesures de retrait d'activité à financements publics entre 55 et 64 ans



Lecture : fin 2019, 3,6 % des individus de 55 à 64 ans bénéficient d'un départ anticipé à la retraite, dont 3,2 % pour carrière longue, 0,1 % en raison d'un dispositif de prêtraite et une proportion quasi-nulle (0,01 %) pour dispense de recherche d'emploi.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Pôle emploi, DSS et Cnam (prêtraites publiques) ; Pôle emploi (DRE) ; estimation Dares, données Cnav (ADR) ; Insee (population totale).

Tableau 8

Contribution de la démographie et des comportements d'activité à la variation de la population active des 15-64 ans par tranche d'âge

Variations annuelles moyennes des moyennes trimestrielles CVS au 4^e trimestre, en milliers

	Population active		Contribution de la démographie		Contribution des taux d'activité	
	fin 2009- fin 2014	fin 2014- fin 2019	fin 2009- fin 2014	fin 2014- fin 2019	fin 2009- fin 2014	fin 2014- fin 2019
15-24 ans	-51	39	-23	5	-28	33
25-49 ans	-45	-89	-53	-96	7	7
50-64 ans	244	130	29	22	216	109

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale » (encadré 1) ; âge atteint à la date de l'enquête.

Méthode : la population active étant à chaque âge le produit de la population de cet âge par son taux d'activité, son évolution entre deux dates peut s'écrire comme la somme des deux termes, le premier étant le produit de la variation de la population de cet âge par son taux d'activité de la première date (effet de la démographie), et le second le produit de la variation du taux d'activité à cet âge par la population de la seconde date (effet du taux d'activité) ; pour une classe d'âge, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont la somme des contributions respectives à chaque âge ; pour chaque période, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont la somme des contributions annuelles respectives ; le nombre de personnes en emploi à chaque âge est estimé en appliquant la structure par âge de l'enquête Emploi (âge atteint à la date de l'enquête) à l'estimation d'emploi total.

Lecture : du 4^e trimestre 2014 au 4^e trimestre 2019, l'évolution des taux d'activité des 50-64 ans a contribué pour +109 000 par an en moyenne à la variation de la population active des 50-64 ans (à population inchangée, fixée chaque année au niveau de la fin d'année précédente).

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, estimations d'emploi total et enquêtes Emploi 2009-2019.

Titouan BLAIZE (Dares), Christelle DE MIRAS (Insee), Léa GARCIA (Insee), Louis MALARD (Dares), Claude MINNI (coordination, Dares), Remi MONIN (Dares), Anne-Marie STOLIAOFF-PEPIN (Dares)

Encadré 1 – Sources statistiques, méthodes d'élaboration et définition des indicateurs

L'Insee publie des données sur l'emploi principalement à partir de deux sources : les **Estimations d'emploi** et l'**enquête Emploi**. Les Estimations d'emploi constituent la source de référence en matière de suivi du nombre d'emplois. L'enquête Emploi permet de caractériser les personnes en emploi, ainsi que les emplois occupés, et de calculer les taux d'emploi selon les caractéristiques individuelles.

Les Estimations d'emploi sont issues d'une synthèse de plusieurs sources statistiques d'origine administrative [13]. Ces sources s'appuient sur les déclarations sociales réalisées par les employeurs. Elles permettent de mesurer l'emploi au lieu de travail : tout emploi déclaré dans les données administratives est comptabilisé.

Les **Estimations d'emploi définitives de fin d'année** sont issues des déclarations sociales nominatives (pour les salariés du secteur privé), des déclarations annuelles de données sociales (pour la fonction publique hors État), de sources spécifiques pour les salariés de l'État et des particuliers employeurs, et de la base « non-salariés » construite à partir des données de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) et de la Mutualité sociale agricole (MSA). Dans les Estimations d'emploi, les multi-actifs, c'est-à-dire les personnes qui occupent plusieurs emplois à une même date (soit parce qu'ils sont salariés et ont plusieurs employeurs, soit parce qu'ils sont à la fois non-salariés et salariés) ne sont comptés qu'une seule fois, au titre de leur emploi principal, qui correspond à celui qui leur procure la plus forte rémunération sur l'année.

Les **Estimations trimestrielles d'emploi** sont élaborées sur le champ des salariés [14]. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales centralisées par l'Acos et la MSA, des fichiers de paye de la fonction publique d'État, des déclarations d'emploi des particuliers employeurs, des déclarations sociales nominatives des entreprises de travail intérimaire. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de multi-activité.

Le suivi du **chômage** et de son **halo**, des **taux d'activité** et d'**emploi**, du **sous-emploi** se fonde sur l'enquête Emploi. Seule source statistique permettant de mesurer le chômage au sens du BIT, l'enquête Emploi est effectuée par l'Insee tout au long de l'année depuis 2003 (auparavant l'enquête était réalisée une fois par an) auprès des ménages vivant en logement ordinaire : les personnes vivant en collectivité (foyer, cité universitaire, hôpital, prison, maison de retraite) ne sont pas interrogées. Environ 100 000 personnes de 15 ans ou plus répondent chaque trimestre en France (hors Mayotte). Les résultats sont publiés en moyenne sur le trimestre et comportent comme toutes les enquêtes par sondage une marge d'erreur (+/- 0,3 point pour le taux de chômage, en niveau comme en évolution trimestrielle).

Une **personne en emploi au sens du BIT** est une personne âgée de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine dite « de référence » ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif et de durée : congé maladie de moins d'un an, congés payés, congé de maternité/paternité, formation rémunérée par l'employeur, chômage technique ou partiel, etc. Parmi les personnes qui ne sont pas en emploi, sont considérées comme **au chômage au sens du BIT** les personnes disponibles pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou en ont déjà trouvé un commençant dans les trois mois suivants. Enfin, les **inactifs** sont les personnes ni en emploi, ni au chômage.

Le **taux d'activité** (respectivement taux d'emploi, part de chômage) d'une classe d'âge est le rapport du nombre d'actifs (respectivement personnes en emploi, chômeurs) de la classe d'âge à la population totale de la même classe d'âge. Le **taux de chômage** rapporte quant à lui le nombre de chômeurs au nombre d'actifs de la tranche d'âge considérée. Enfin, on définit deux catégories intermédiaires. Le **halo autour du chômage** est composé de personnes inactives au sens du BIT qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles, soit souhaitent travailler mais ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non. Le **sous-emploi au sens du BIT** recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

Le **taux d'activité « sous-jacent »** d'une classe d'âge, moyenne des taux d'activité par âge détaillé, est le taux d'activité qu'aurait connu la classe d'âge si la taille de chaque génération qui la compose était restée identique. C'est un indicateur pertinent pour commenter les évolutions dès que les générations considérées sont de tailles différentes et que les taux d'activité par âge au sein de la classe d'âge varient sensiblement. C'est le cas pour les 50-64 ans entre 1996 et 2010, avec le vieillissement des premières générations du baby-boom et, dans une moindre mesure, pour les 15-24 ans depuis 2015, avec l'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 2000.

La **population active « au sens de la comptabilité nationale »** est définie comme la somme de l'emploi résultant des Estimations d'emploi et du chômage au sens du BIT. Elle est appréhendée en moyenne trimestrielle (1).

Les **demandeurs d'emploi sont les personnes inscrites à Pôle emploi [15]**. Ils sont répartis à la fin de chaque mois en différentes catégories selon leur situation. Les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (2) sont en catégorie A s'ils n'ont pas travaillé au cours du mois, en catégorie B s'ils ont travaillé 78 heures ou moins, ou en catégorie C s'ils ont travaillé plus de 78 heures. Les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont en catégorie D s'ils ne sont pas en emploi à la fin du mois (stage, formation, maladie...) ou en catégorie E s'ils sont en emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés principalement). Jusqu'à fin 2012, des personnes pouvaient être dispensées de recherche d'emploi ; elles continuaient alors à percevoir leur allocation sans être inscrites sur les listes de Pôle emploi.

Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi sont issues de la statistique du marché du travail (STMT), produite par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers de gestion de Pôle emploi. Depuis avril 2018, les résultats sont présentés en moyenne trimestrielle (somme des effectifs sur les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois) afin de rendre les évolutions pertinentes pour

(1) Pour l'emploi, cette moyenne est estimée comme la demi-somme de la fin du trimestre considéré et du précédent.

(2) Actes de recherche d'emploi jugés suffisants par le conseiller de Pôle emploi.

Suite de l'encadré 1 page suivante...

...suite de l'encadré 1

L'analyse conjoncturelle. Ces statistiques trimestrielles sont établies rapidement, environ 25 jours après la fin du trimestre concerné. Elles sont dites « sans recul », car les informations connues avec retard sur un trimestre déjà publié ne lui sont pas rétroactivement affectées. Toutefois, des données avec davantage de recul sont également diffusées une fois par an [16]. Elles exploitent des informations plus complètes qui prennent en compte les situations d'activité réduite déclarées tardivement. Ainsi, par rapport aux statistiques « sans recul », celles « avec recul » comptabilisent un nombre plus faible de demandeurs d'emploi en catégorie A (-2 % environ, en moyenne annuelle depuis 2010) et un nombre plus élevé de demandeurs d'emploi en catégories B et C (+3 % environ). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est sensiblement le même avec ou sans recul.

Par ailleurs, les motifs de sortie, imparfaitement connus à partir de la STMT, peuvent être mesurés à partir de l'enquête Sortants réalisée annuellement depuis 2017 par la Dares et Pôle emploi.

L'ensemble des données de cette publication portent sur l'ensemble du territoire à l'exclusion de Mayotte, sauf exception.

Encadré 2 – Chômeurs au sens du BIT et demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents. Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'est pas en emploi au sens du BIT pendant une semaine de référence, qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee qui interroge un échantillon représentatif de la population (encadré 1).

L'inscription à Pôle emploi résulte d'une démarche administrative. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi est connu par la statistique du marché du travail (STMT), source exhaustive issue des fichiers de gestion des listes et produite par Pôle emploi et la Dares (1). La catégorie A correspond aux demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois (encadré 1).

L'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux concepts a priori proches. Par exemple, une personne en emploi n'est a priori ni en catégorie A ni au chômage au sens du BIT. De même, une personne en formation non disponible pour travailler n'est ni inscrite en catégorie A, ni chômeuse au sens du BIT. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, lorsque le nombre de personnes en emploi ou en formation croît, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont tendance à baisser. **Cependant, ces deux concepts ne se recouvrent pas.** Ainsi, un demandeur d'emploi en catégorie A peut ne pas être chômeur au sens du BIT ; c'est par exemple le cas s'il n'a pas effectué d'actes de recherche d'emploi, le fait d'être inscrit à Pôle emploi n'étant pas considéré en soi comme une démarche active de recherche d'emploi au regard des critères du BIT. Inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A. C'est le cas notamment d'un chômeur suivi par une mission locale sans être inscrit à Pôle emploi ou d'un chômeur inscrit dans une autre catégorie (par exemple en catégorie D s'il est en contrat de sécurisation professionnelle, ou encore en catégorie B ou C s'il a travaillé dans le mois en dehors de la semaine de référence).

Pour ces raisons, certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans affecter autant celui des chômeurs au sens du BIT, ou inversement. En particulier, les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi peuvent avoir un impact sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans en avoir sur le nombre de chômeurs au sens du BIT.

Au-delà des différences de concepts, des facteurs statistiques sont aussi susceptibles d'expliquer des divergences entre les évolutions respectives du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et de celui de chômeurs au sens du BIT. Le nombre de demandeurs d'emploi est calculé à partir de données administratives exhaustives, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT est estimé à partir de données d'enquête et comporte donc une marge d'incertitude liée au fait que seul un échantillon de la population est interrogé. Les modalités de correction des variations saisonnières diffèrent aussi entre les deux indicateurs (les données sur les demandeurs d'emploi étant notamment également corrigées des effets des jours ouvrables). Ces facteurs statistiques ne sont cependant pas de nature à expliquer des écarts persistants ou de grande ampleur entre les deux séries.

L'appariement entre les enquêtes Emploi et le Fichier Historique de Pôle emploi sur la période 2012-2017 permet de préciser les écarts entre les deux mesures [17]. Sur 2017, l'appariement a permis de reconstituer un peu plus de 80 % des inscrits en catégorie A de France métropolitaine. Parmi ceux-ci, 44 % ne sont pas au chômage au sens du BIT : 20 % sont dans le halo autour du chômage, 16 % sont inactifs hors halo (pour un tiers des seniors âgés d'au moins 58 ans) et 9 % sont en emploi (mais seul un tiers le sont encore le trimestre suivant). Inversement, parmi les chômeurs au sens du BIT, 22 % ne sont pas inscrits à Pôle emploi au moment de l'enquête et 11 % sont inscrits en catégorie B ou D.

(1) Les champs respectifs de l'enquête Emploi et des inscrits à Pôle emploi ne sont pas tout à fait les mêmes : l'enquête Emploi ne couvre que la population des ménages et ne prend donc pas en compte les personnes vivant en collectivité (cités universitaires, foyers de travailleurs...).

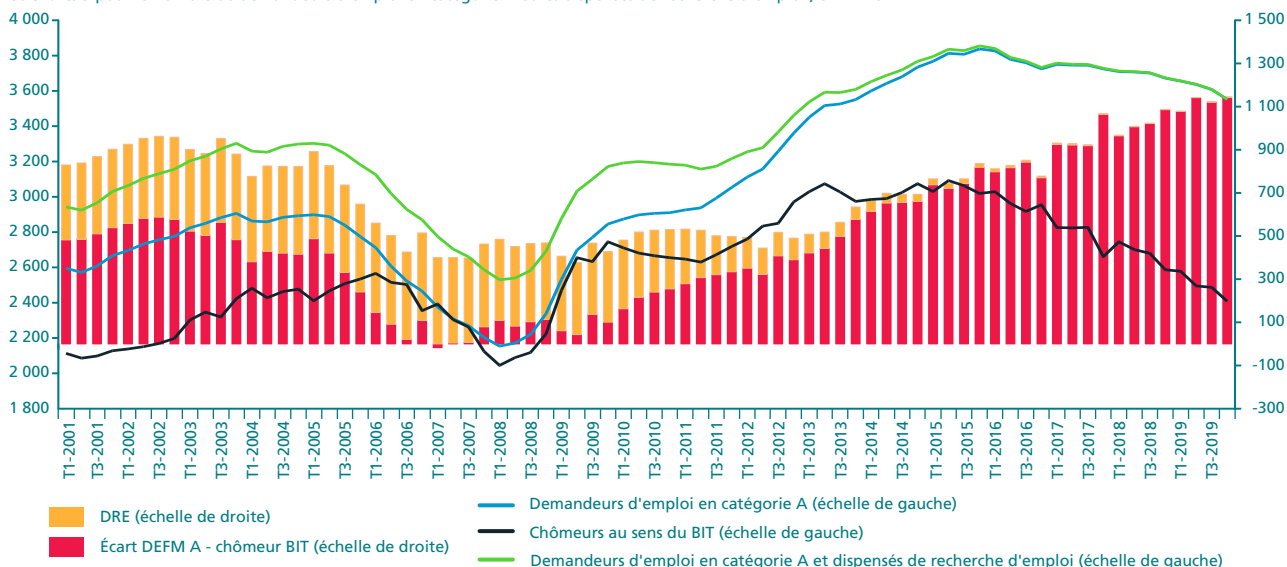
Suite de l'encadré 2 page suivante...

...suite de l'encadré 2

Graphique A

Demandeurs d'emploi en catégorie A, dispensés de recherche d'emploi et chômeurs au sens du BIT

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT et CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et les dispensés de recherche d'emploi ; en millier



Lecture : au 1^{er} trimestre 2010, on comptait 2 711 000 chômeurs au sens du BIT, 2 874 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A et 318 000 dispensés de recherche d'emploi. L'écart entre les inscrits (respectivement les inscrits ou dispensés de recherche d'emploi) et les chômeurs était de 163 000 (respectivement 481 000).
Champ : population des ménages (chômeurs au sens du BIT), ensemble de la population y compris les personnes vivant en collectivité (inscrits en catégorie A et dispensés de recherche d'emploi) ; France hors Mayotte, sauf pour les demandeurs d'emploi dispensés de recherche d'emploi : France métropolitaine.
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

De début 2001 à fin 2019, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont évolué dans le même sens et avec des amplitudes proches pour environ la moitié des trimestres de la période (graphique A). Trois périodes pendant lesquelles le sens ou l'ampleur des évolutions ont été différents peuvent être distinguées :

- Entre le 1^{er} trimestre 2005 et le 3^e trimestre 2006, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a baissé de 375 000, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT augmentait de 92 000. Cette divergence peut être reliée à des modifications introduites dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi à partir de mi-2005 ([18], [19] et [20]).
- Entre le 4^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2011, inversement, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 91 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 115 000. Cette divergence peut s'expliquer notamment par l'arrêt progressif de la dispense de recherche d'emploi (2), la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA) (3) et la convention d'assurance chômage d'avril 2009 (4).
- Entre les 4^e trimestres 2012 et 2017, l'écart entre les inscrits en catégorie A et le chômage BIT s'est de nouveau beaucoup accentué : le nombre d'inscrits en catégorie A a augmenté de 364 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 310 000. Contrairement aux périodes de divergence passées, cette période ne peut être mise en regard de façon évidente avec des évolutions dans les modalités de suivi des demandeurs d'emploi. Les résultats de l'appariement entre les enquêtes Emploi et le Fichier Historique de Pôle emploi ([17], [21]) indiquent qu'entre 2013 et 2017, les trois quarts de la hausse de l'écart entre le nombre de chômeurs BIT et celui des inscrits en catégorie A s'expliqueraient par celle des inscrits en catégorie A considérés comme inactifs selon les critères du BIT (pour moitié dans le halo et pour moitié hors halo). Pour les inscrits en catégorie A et inactifs hors halo, leur nombre aurait crû avec le recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite et via l'inscription en catégorie A de personnes précédemment dispensées de recherche d'emploi. Enfin, la baisse du nombre de chômeurs non inscrits en catégorie A, qui a également contribué à la divergence entre ces deux mesures, a été concentrée en 2017 : cette période de reprise profite particulièrement aux jeunes, qui sont plus souvent que leurs aînés chômeurs au sens du BIT et non inscrits en catégorie A.
- En 2019, comme en 2018, l'écart entre les deux séries s'est accentué, mais de façon nettement moins marquée qu'au cours des cinq années antérieures. En 2019, la réduction du nombre d'inscrits en catégorie A (-121 000) est de 32 % inférieure à celle des chômeurs BIT (-179 000), soit un écart proche de celui de 2018 (-30 %, avec -52 000 inscrits en catégorie A contre -74 000 chômeurs BIT).

(2) À partir de 2009, l'accès à la dispense de recherche d'emploi a été progressivement restreint. Il a été définitivement clos à tout nouveau bénéficiaire le 1^{er} janvier 2012. Cette fermeture progressive, combinée au relèvement de l'âge d'ouverture des droits à la retraite prévu par la réforme des retraites de 2010, a contribué à rehausser le nombre de seniors en catégorie A, sans que cet effet se répercute entièrement sur les chômeurs au sens du BIT. Entre le 4^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et de DRE a baissé, mais moins que le nombre de chômeurs BIT (-15 000 contre -115 000).

(3) Le RSA prévoit d'orienter certains bénéficiaires vers un parcours d'accompagnement vers l'emploi assuré par Pôle emploi, ce qui a pu entraîner une augmentation des inscriptions à Pôle emploi.

(4) Avec cette convention, les personnes justifiant d'une durée d'affiliation comprise entre 4 et 6 mois se sont vues ouvrir des droits à indemnisation. Certaines d'entre elles ont pu s'inscrire sur les listes alors qu'elles ne l'auraient pas fait avant.

...suite de l'encadré 2

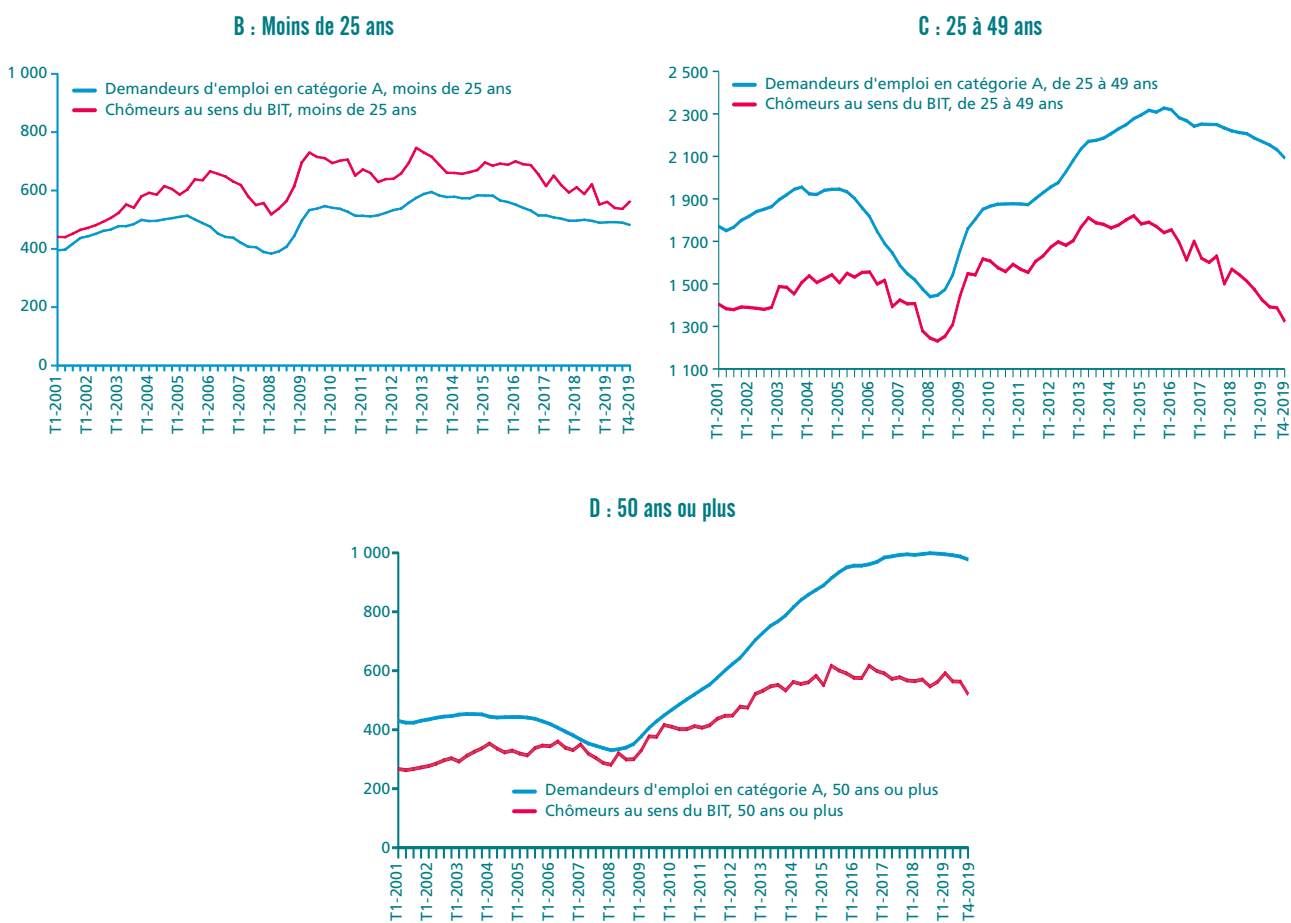
Au total, alors que le nombre de chômeurs BIT était assez proche de celui des inscrits en catégorie A de la fin 2006 à la fin 2009, l'écart s'est ensuite beaucoup creusé. Fin 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A dépasse celui des chômeurs BIT de 47,5 % (+1 143 000).

Pour les moins de 25 ans comme pour les 25-49 ans et pour les 50 ans ou plus (graphiques B, C et D), on constate en 2019 à la fois une diminution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et du nombre de chômeurs au sens du BIT. Sur l'ensemble de la période allant du 4e trimestre 2012 au 4e trimestre 2018, l'évolution du nombre de chômeurs au sens du BIT a été, pour chacune des trois tranches d'âge, plus favorable que celle des demandeurs d'emploi en catégorie A, surtout pour les 25-49 ans et les 50 ans ou plus.

Graphiques B, C et D

Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, selon l'âge

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT ; données en moyennes trimestrielles CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A ; données en milliers



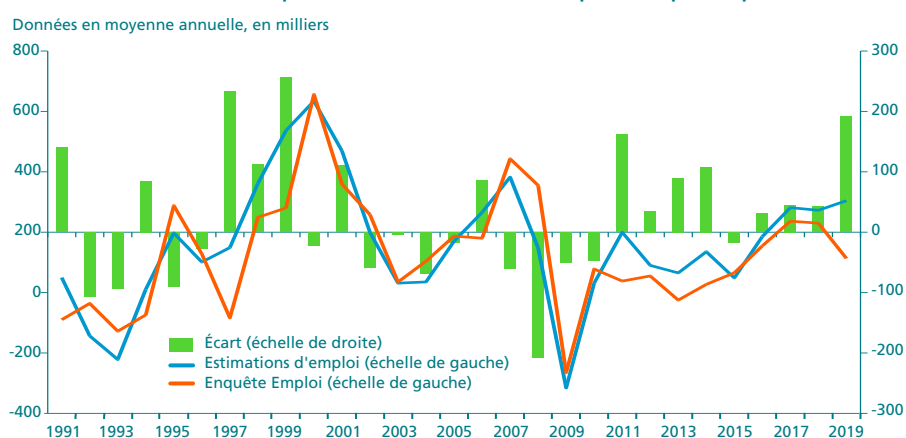
Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France hors Mayotte.
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

Encadré 3 – Deux sources statistiques différentes pour mesurer l'emploi et l'activité

L'Insee publie des données sur l'emploi à partir de deux sources principalement : les **Estimations d'emploi** et l'**enquête Emploi** (encadré 1). Les Estimations d'emploi, qui résultent d'une synthèse de plusieurs sources administratives, permettent notamment de mesurer l'**emploi salarié total** à la fin de chaque trimestre. La composante emploi de la population active « au sens de la comptabilité nationale » se base aussi sur les Estimations d'emploi (tableau 7). L'**enquête Emploi** repose quant à elle sur l'interrogation en continu d'un échantillon de personnes de 15 ans ou plus habitant en ménage. Elle est utilisée notamment pour estimer les taux d'**emploi et d'activité** (encadré 1).

Bien que les concepts d'emploi soient harmonisés autant que possible entre les deux sources (notion d'emploi principal, mesure sur une semaine, voir encadré 1), **le niveau d'emploi total mesuré par ces deux sources diffère**. Le nombre de personnes en emploi mesuré dans l'enquête est toujours inférieur à l'emploi total issu des sources administratives (-1 200 000, soit -4,2 %, pour la moyenne annuelle de 2019). Cet écart s'explique par plusieurs facteurs, à commencer par une différence de champ [22] : l'enquête Emploi concerne uniquement les ménages, tandis que les Estimations d'emploi prennent aussi en compte les personnes vivant en collectivité ; l'emploi est mesuré au lieu de travail dans les Estimations d'emploi, au lieu de résidence dans l'enquête. La mise en œuvre opérationnelle des concepts peut également différer : l'emploi rémunéré dans les sources administratives inclut certaines situations d'absences longues au travail, non retenues dans l'enquête. Enfin, certains types d'emploi de courte durée peuvent être sous-déclarés dans l'enquête Emploi, notamment en cas de réponse par une tierce personne.

Graphique A
Écart entre les évolutions de l'emploi mesuré via les Estimations d'emploi et l'enquête Emploi



Lecture : Entre 2018 et 2019, en moyenne annuelle, l'emploi a augmenté de 305 000 selon les Estimations d'emploi (comprenant une prévision pour l'emploi non salarié), contre 113 000 selon l'enquête Emploi.

Champ : emploi total au lieu de travail (Estimations d'emploi) ; emploi total au lieu de résidence, population des ménages (enquêtes Emploi) ; France hors Mayotte.

Source : Insee, Estimations d'emploi et séries longues - enquêtes Emploi 1990-2019.

Malgré l'aléa de sondage qui affecte l'enquête Emploi, les deux sources statistiques fournissent des informations relativement comparables sur la dynamique de l'emploi sur la période 1991-2019 (graphique A) (1) : nette hausse de l'emploi de 2005 à 2008 (+240 000 par an en moyenne selon les Estimations d'emploi contre +290 000 selon l'enquête Emploi), chute entre 2008 et 2009 (-320 000 sur un an contre -270 000) et de nouvelle hausse sensible de l'emploi chaque année de 2016 à 2018 (+250 000 par an contre +210 000). Sur cette dernière période l'écart sur les évolutions entre les 2 sources n'a pas dépassé 50 000. Toutefois, en 2019, l'écart s'est nettement accru et a atteint 190 000.

Un tel écart entre les deux sources est important au vu des variations étudiées, mais n'est pas inédit sur longue période. Sur la période 2003-2019, un écart d'ampleur comparable avait par exemple déjà été observé en 2011 (+160 000) et en 2008 (-210 000).

Les écarts entre les sources peuvent être accrus en retenant des glissements annuels en fin d'année plutôt que l'emploi en moyenne annuelle, agrégat qui lisse mécaniquement davantage les évolutions. Aussi, cette divergence en 2019 a une conséquence directe sur la cohérence entre l'évolution du taux d'emploi au sens du BIT (respectivement taux d'activité) issu de l'enquête Emploi et celle de l'emploi (respectivement population active au sens de la comptabilité nationale) issu des Estimations d'emploi. Ainsi, alors qu'en 2019 la hausse de l'emploi total sur un an (évolution de la moyenne du 4^e trimestre 2018 à celle du 4^e trimestre 2019) est un peu plus importante que celle de 2017 (350 000 contre 320 000), la hausse du taux d'emploi des 15-64 ans est deux fois moins importante (+0,5 point contre +1,1 point en 2017). Outre les écarts de dynamisme sur l'emploi, deux autres facteurs sont susceptibles d'expliquer cette divergence entre les deux années : d'abord les évolutions respectives de la population totale des 15-64 ans qui intervient comme dénominateur pour le calcul du taux d'emploi, ensuite la dynamique particulière de l'emploi des 65 ans ou plus qui n'intervient pas dans le calcul du taux d'emploi. Or ces deux facteurs sont neutres : la population des 15-64 ans recule de 0,1 % en 2019 comme en 2017, et la part de l'emploi des 65 ans ou plus dans l'emploi gagne 0,1 point chacune de ces deux années (2). La divergence observée provient donc exclusivement des écarts de dynamisme de l'emploi entre les sources sur ces deux années : en 2019, l'emploi issu des sources administratives est nettement plus dynamique que l'emploi au sens du BIT (+350 000 contre +190 000), tandis qu'en 2017 c'est l'inverse (+320 000 contre +440 000).

(1) L'évolution de l'emploi entre les moyennes annuelles de 2017 et 2018 (+230 000) que l'on obtiendrait si, avec l'enquête Emploi, on interrogeait l'ensemble des ménages a 95 % de chances de se situer entre +90 000 et +390 000. Cet intervalle de confiance est plus élevé pour les évolutions mesurées sur des glissements annuels en fin d'année.

(2) Cette part ne peut être mesurée que dans l'enquête Emploi, les Estimations d'emploi ne donnant pas de résultat par tranche d'âge.

Pour en savoir plus

- [1] Dares (2019), « Emploi, chômage, population active en 2018 : ralentissement de l'emploi du fait de l'intérim et moindre baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 030, juillet.
- [2] Insee (2020), « Fiche 1.1 - Évolution de l'emploi », *Emploi, chômage, revenus du travail, Insee Références* édition 2020, juin. A paraître.
- [3] Beatriz M. (2019), « Le cycle des élections municipales », *Dossier de la Note de conjoncture*, Insee, décembre.
- [4] Insee (2019), « Baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés : quel effet sur l'emploi non marchand ? », *Éclairage de la Note de conjoncture*, décembre.
- [5] Paloc T. (2020), « L'emploi intérimaire continue de baisser légèrement au 4^e trimestre 2019 », *Dares Indicateurs* n° 013, mars.
- [6] Beatriz M., Marrakchi A., De Waroquier de Puel Parlan S. (2018), « Ralentissement de la productivité du travail et prévision de l'emploi en France », *Dossier de la Note de conjoncture*, Insee, juin.
- [7] Dares (1996), « 40 ans de politique de l'emploi », La Documentation française.
- [8] Insee (2020), « Au premier trimestre 2020, le marché du travail à l'épreuve de la crise sanitaire », *Informations rapides* n° 119 et *note d'éclairage associée*, mai.
- [9] Bessone A-J., Cabannes P-Y., Marrakchi, A. (2016), « Halo autour du chômage : une population hétérogène et une situation transitoire », *Insee Références*, *Emploi, chômage, revenus du travail*, juillet.
- [10] Ourliac B., Rochut J. (2013), « Quand les demandeurs d'emploi travaillent. Avec la crise, le nombre de demandeurs d'emploi en activité atteint son plus haut niveau », *Dares Analyses* n° 002, janvier.
- [11] Séries statistiques des dispositifs publics d'accompagnement des restructurations.
- [12] Minni C. (2019), « Emploi et chômage des seniors en 2018 : hausse du taux d'emploi et du taux de chômage », *Dares Résultats* n° 013, mars.
- [13] Une documentation sur les estimations d'emploi est disponible sur le site de l'Insee.
- [14] Une documentation sur les estimations trimestrielles d'emploi est disponible sur le site de l'Insee.
- [15] Une documentation méthodologique complète sur les statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi est disponible sur le site de la Dares.
- [16] Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, l'approche en droits constatés (ou « avec recul »).
- [17] Coder Y., Dixte C., Hameau A., Hamman S., Larrieu S., Marrakchi A., Montaut A. (2019), « Appariement entre l'enquête Emploi et le Fichier Historique de Pôle emploi sur la période 2012-2017, *Méthode et premiers résultats* », *Document d'études* n° 233, DARES, juillet.
- [18] Debauche E., Deroyon T., Mikol F., Valdelièvre H. (2007), « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006 », *Document d'études* n° 128, Dares, août.
- [19] Debauche E., Deroyon T., Mikol F. (2008), « Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 », *Document d'études* n° 142, Dares, décembre.
- [20] Fontaine M., Le Barbanchon T. (2012), « Évaluation du suivi mensuel personnalisé mis en place par l'ANPE en 2006 », *Document d'études* n° 175, Dares, décembre.
- [21] Coder Y., Dixte C., Hameau A., Hamman S., Larrieu S., Marrakchi A., Montaut A. (2019), « Le maintien sur le marché du travail de seniors a particulièrement accru l'écart entre chômage BIT et inscrits en catégorie A », *Emploi, chômage, revenus du travail, Insee Références* édition 2019, juin.
- [22] Picard C. (2019), « Enseignements sur les estimations d'emploi de l'appariement entre l'enquête Emploi et les bases administratives en 2012 », *Document de travail Insee* n° F1906.

DARES ANALYSES

Édité par la Dares, la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail.

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Magali Madeira**

Secrétaire de rédaction : **Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : Dares, ministère du Travail.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.

Réponses à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

© Contact presse : **Joris Aubrespin-Marsal**
joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr

dares.travail-emploi.gouv.fr

Données des graphiques et tableaux
accessibles au format excel

